

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du SER de Tunis
Semaine du 12 novembre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR

+0,1%

La croissance au 3^e trimestre en
glissement trimestriel

Tunisie

Le PIB au 3^e trimestre croit de 0,1% par rapport au 2^e trimestre et recule de 0,2% par rapport au 3^e trimestre 2022

Selon les [estimations préliminaires](#) de l'Institut National Statistique (INS) la Tunisie évite une récession technique, puisque la croissance en variation trimestrielle (v.t.) s'établit à +0,1% après une baisse corrigée à -1,1% au 2^e trimestre en données cvs. En variation annuelle (v.a.) le PIB du 3^e trimestre marque en revanche un repli de 0,2% par rapport au 3^e trimestre 2022. Comme au 2^e trimestre, l'activité pâtit au 3^e trimestre de la faiblesse de la demande domestique (-0,4% en variation annuelle et contribution négative à la croissance en v.a. de -0,2 point) et reste soutenue par le solde des échanges extérieurs (contribution positive à la croissance en v.a. de 0,2 point), avec une hausse des exportations (+8,6%) supérieure à celle des importations (+6,8%) qui permet une réduction du déficit commercial. Sur neuf mois, la croissance atteint 0,7% par rapport aux 9 premiers mois de 2022.

Le taux de chômage progresse de 0,2 point et atteint 15,8% de la population active au 3^e trimestre.

Selon les derniers [chiffres publiés par l'INS](#) le taux de chômage s'est établi au troisième trimestre 2023 à 15,8% après 15,6% au deuxième trimestre et 15,3% au troisième trimestre de 2022. Le nombre de chômeurs atteint 638 100 sur une population active

totale de 4,03 millions. Le taux de chômage progresse aussi bien chez les hommes (13,4% contre 13,2% au deuxième trimestre 2023) que chez les femmes (21,7% contre 21,1% au deuxième trimestre 2023). Ne représentant que 27,3% de la population active occupée, et avec un taux de chômage très supérieur à celui des hommes, les femmes restent bien plus pénalisées que les hommes dans l'accès à l'emploi. De même les difficultés d'accès à l'emploi des jeunes continuent de s'aggraver avec un taux de chômage des 15-24 ans qui atteint 39,1% au 3^e trimestre, contre 38,1% au deuxième trimestre 2023 et 37,8% au troisième trimestre de 2022. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur diminue en revanche pour atteindre 24,6% au troisième trimestre de l'année 2023 contre 23,7% au deuxième trimestre de l'année 2022, avec des disparités fortes entre hommes (14,4%) et femmes (32,9%).

Les investissements directs étrangers (IDE) sur 9 mois progressent de 5,2% en un an pour atteindre 1,86 Md TND à fin septembre

Selon les dernières estimations de l'agence de promotion des investissements étrangers en Tunisie FIPA, les investissements internationaux en Tunisie ont atteint 1 862 M TND sur les 9 premiers mois de l'année, en progression de 13,1% sur un an. Les IDE progressent de 5,2% pour atteindre 1 726 M TND et les investissements de portefeuilles réalisent un bond de 5,2% à 136 M TND. 20,3% des IDE sont réalisés dans l'énergie (351 M TND, en baisse de 7% en v.a.), 58,9% dans l'industrie (1 016 M TND, en hausse de 15,4%), 20,4% dans les services (352 M TND, en baisse de 6,5%) et 0,4% dans l'agriculture (6,6 M TND en hausse de 8,6%).

Le déficit de la balance alimentaire s'est réduit de 55 % sur les 10 premiers mois de l'année 2023

Selon un [rapport publié par l'Observatoire National de l'Agriculture \(ONAGRI\)](#) le 16 novembre, le déficit de la balance commerciale alimentaire s'est réduit de 55% sur les dix premiers mois de l'année 2023 par rapport à la même période en 2022, soit 919,2 M TND contre 2 046,3 M TND l'année précédente. Cette réduction du déficit est principalement liée à l'augmentation en valeur des exportations alimentaires de 20,4% à 5 502,4 M TND -portée par la hausse de 54,3% des exportations de l'huile d'olive- et à la baisse des importations alimentaires de 3% soit 6 421,6 M TND notamment sur les céréales et les huiles végétales qui ont respectivement diminuées de 9% et 26,7%. Le taux de couverture en octobre 2023 passe ainsi de 69,1% à 85,7% en un an, et ce malgré l'augmentation des importations de sucre de 79,6 % dont le prix a augmenté de 15,3%, ainsi que du lait et dérivés de 59,9 %. En effet, malgré les besoins grandissants du pays en approvisionnements alimentaires, la Tunisie a pu bénéficier sur les dix premiers mois de 2023 d'une augmentation des prix à l'exportation de 59,3 % pour l'huile d'olive, 27,8 % pour les tomates, 4,4 % pour les dattes, 2 % pour les produits de la pêche et 1,2% pour les agrumes ainsi que d'une baisse des prix à l'importation variant de 20 à 26% pour les céréales ; de 22% pour les huiles végétales et de 2 % pour le lait.

Inauguration du nouveau centre de demande de visas TLS de Sfax le 15 novembre

L'Ambassadrice de France en Tunisie, Mme Anne Gueguen, et le Consul général, M. Dominique Mas, ont inauguré le 15 novembre le nouveau centre de demande de visa TLS de Sfax. L'ouverture de ce nouveau site devrait permettre de réduire les délais d'attente et de faciliter l'accès au service aux populations du Sud (Sfax, Mahdia, Sidi Bouzid, Gafsa, Tozeur, Kébili, Gabès, Médenine et Tataouine). Selon le directeur régional de TLS pour l'Afrique du Nord, Bassam Missaoui, ce nouveau centre recevra au moins 25% du total des demandes de visa pour la France, soit environ 100 à 120 demandes de visas par jour. Sfax étant un pôle économique majeur du pays, ce nouveau centre devrait également faciliter l'obtention de visas d'affaires et de travail pour répondre aux besoins de mobilité des ingénieurs, chercheurs, ainsi que des hommes d'affaires présents de la région. Alors que la pandémie de la Covid-19 a affecté la délivrance des visas, le taux d'acceptation des demandes de visas pour la France s'élève aujourd'hui à 77% soit un indicateur qui se rapproche des chiffres d'avant la pandémie.

Lancement d'une étude sur la stratégie de développement des ports commerciaux en Tunisie

L'Office de la marine marchande et des ports (OMMP) a lancé, le 14 novembre, une étude stratégique pour la mise en place du plan directeur des ports maritimes de commerce tunisiens à l'horizon 2040. L'objectif de cette étude, qui sera menée sur 15 mois, est d'identifier les besoins des ports pour améliorer leurs échanges avec les pays exportateurs et importateurs, les progrès technologiques des différents types de transport maritime et les mécanismes de chargement et de déchargement de marchandises auxquels le pays doit s'adapter pour devenir plus compétitif sur le marché régional. Financée sur les fonds propres de l'OMPP, cette étude qui vise à développer l'infrastructure et renforcer l'efficacité logistique des ports maritimes commerciaux s'inscrit dans une ambition d'améliorer les performances des ports de Bizerte, La Goulette, Radès, Sousse, Sfax, Skhira, Gabès et Zarzis.

Evolutions des prix des produits délivrés par l'Office du Commerce de la Tunisie

Le ministère du Commerce et du développement des exportations a communiqué à l'Office du Commerce de la Tunisie (OCT) de nouvelles directives prenant effet dès le 1^{er} novembre 2023, sur la fixation des prix de vente du sucre, du riz et du thé vert destinés à la consommation familiale, industrielle et artisanale. S'agissant du sucre, le prix du kilogramme de sucre en vrac et emballé destiné à la consommation familiale est resté inchangé, mais a augmenté d'un dinar pour les industriels et artisans soit 2,9 TND/kg pour le vrac ; 4,3 TND pour le kg sucre en morceaux et 4,7 TND pour le sucre en bâchettes. Les prix du riz ont aussi augmenté de 500 millimes pour le riz étuvé thaïlandais passant de 2,3 TND à 2,8 TND, tandis que le prix du riz basmati est passé à 6,5 TND. Enfin, pour le thé, les prix de vente d'un kg de thé vert bourgeon et d'un kg de thé rouge du Sri Lanka au public ont été fixés respectivement à 12 et 28 TND. Cette hausse des prix intervient dans un contexte où la Tunisie rencontre depuis plusieurs mois des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires (sucre, thé, café, farine, semoule et huile végétale).

Libye

Mission d'experts du FMI en vue des prochaines consultations sur l'article IV

Les experts du Fonds monétaire international ont réalisé du 13 au 16 novembre, une première mission de rencontre des autorités libyennes en Tunisie pour préparer les consultations sur l'article IV pour l'année 2024 en Libye. Ces réunions ont permis des échanges avec les représentants des ministères des Finances, de l'Economie et du Commerce, et du Travail et de la Réhabilitation ainsi que des représentants du Bureau d'audit de l'État et de la Société pétrolière nationale (NOC). Cette mission a été l'occasion d'aborder (i) les développements économiques et financiers en Libye (ii) les politiques liées à la croissance économique (iii) la stabilité financière (iv) la politique des taux de change et (v) l'amélioration de la valeur de la monnaie nationale. Alors que sa dernière mission en Libye date de mars 2023, le FMI souhaite également faire le point sur les progrès réalisés dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Une mission du Fonds monétaire international (FMI) s'était déjà tenue à Tunis du 11 au 17 mars au titre de l'article IV pour la Libye après une interruption de dix ans, alors que ces discussions bilatérales ont généralement lieu annuellement.

Le Vice-ministre de l'économie a participé à Paris au Forum pour la Paix et à une table ronde d'Expertise France sur le soutien au secteur privé

Le Vice-ministre de l'économie et du commerce libyen, Sohel Busheha a participé au Forum de Paris pour la paix qui a eu lieu les 10 et 11 novembre et est intervenu dans la table ronde « Soutenir le secteur privé dans les contextes fragiles » organisée par Expertise France et Proparco. Au cours de cette réunion, il a affirmé le soutien d'Expertise France dans le développement du secteur privé libyen, de la numérisation de l'économie et de la société, et de la transition vers la diversification économique. Le directeur général d'Expertise France, Jérémie Pellet, a souligné le rôle essentiel de la reprise et de la croissance du secteur privé dans le retour à la stabilité en Libye et a affirmé son engagement solide à apporter une réponse durable aux déséquilibres qui entravent la paix et le développement en facilitant la mobilisation des différents acteurs et en particulier du secteur privé. Avec trois projets nationaux en Libye d'un montant total de 7,2 M EUR, Expertise France accompagne la Libye pour améliorer l'environnement des affaires, faciliter les réformes économiques et mettre en œuvre la numérisation et l'e-gouvernance par le biais du projet E-nable financé par l'UE.

Nouvelle étape dans le renforcement de la relation économique bilatérale : cap sur le secteur des transports

Après plusieurs séquences économiques bilatérales réussies avec notamment le retour de Business France à Tripoli au mois de mai pour un évènement mené en coopération avec la National Safety Authority sur la protection civile et un forum franco-libyen des énergies à Paris en juin organisé par le Medef International et la Chambre de commerce franco-libyenne au cours duquel plusieurs dizaines d'entreprises françaises ont pu bénéficier d'échanges privilégiés avec la National Oil Corporation, la GECOL (électricité) et d'autres entreprises privées libyennes du secteur de l'énergie, 2023 s'achèvera sur un temps fort dans le domaine des transports et infrastructures. Le 11 décembre prochain, une délégation d'officiels et d'entreprises libyennes (ministère libyen des Transports, du Plan, compagnies aériennes, autorités portuaires etc.) sera reçue à Paris pour un Forum coorganisé par le MEDEFI et la CCFL. Les objectifs de cet évènement sont les suivants :

- faire un état des lieux les besoins libyens sur le secteur des transports au sens large et prendre connaissance des projets en cours et à venir ;
- mieux comprendre et appréhender les attentes des autorités libyennes vis-à-vis des entreprises françaises du secteur des transports / infrastructures de transport ;
- faire valoir l'expertise et les avantages comparatifs de l'offre française ;
- mieux comprendre l'environnement des affaires et les modalités d'opération des entreprises françaises en Libye.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

[Adil Rais, Assia Farah Benbahria, Alice Lebreuilly](#)

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : tunis@dgtresor.gouv.fr